

Juste Terre !

n° 146 - JANVIER 2018

www.entraide.be

Suivez-nous sur Facebook et Twitter

Tenir compte du contexte pour donner une meilleure efficacité à notre action, tel est le credo d'Entraide et Fraternité. Cela est d'autant plus pertinent si la situation sur le terrain est difficile. Deux régions du monde illustrent bien cette approche : l'Afrique centrale et Haïti. Ici sont privilégiées les actions à petite échelle, dans l'optique d'une souveraineté alimentaire et d'un meilleur équilibre entre hommes et femmes.



Édito

Meilleurs vœux...

Pour un premier numéro de l'année, il est d'usage de formuler ses vœux aux lecteurs. Les nôtres prendront la forme d'une liste (non-exhaustive) de « rêves » que nous souhaiterions voir devenir réalité en 2018 :

Que les paysans et les paysannes du monde entier soient renforcés dans **leur lutte pour reconquérir leur souveraineté alimentaire**. Que, comme en **Haïti**, ils (re-)découvrent l'agroécologie, et comment celle-ci peut les aider à retrouver une dignité que l'agro-industrie leur a enlevée.

Que **la démocratie et les droits humains** progressent dans le monde grâce à la ténacité et au courage de citoyens engagés qui, comme au **Burundi**, tiennent tête à ceux qui veulent gouverner sans le peuple.

Que les femmes remportent **de nouvelles victoires sur la longue route de l'égalité**. S'inspirant des **femmes congolaises**, qu'elles parviennent à mieux se faire entendre et respecter.

... on peut toujours rêver, direz-vous. Et vous avez sans doute raison. Mais précisément, à Entraide et Fraternité,

nous continuons de rêver... et aussi d'**agir** pour que nos rêves deviennent réalité !

Utopistes ? Sans doute ! Mais les vrais « utopistes » ne sont-ils pas plutôt ceux qui croient que la Terre peut continuer à tourner injustement comme elle le fait ?

Notre réalisme à nous, nous le puisons dans le constat que **le changement est déjà en marche au travers d'une multitude d'initiatives locales, innovantes, et vivantes grâce à votre soutien**.

Un grand **merci** et une **bonne année 2018 !**

■ **François Letocart**
chargé de communication

Du changement, il y en aura chez nous aussi en 2018 : après dix années d'engagement au service de notre association, **Angelo Simonazzi** remettra en février prochain son mandat de secrétaire général entre les mains d'**Axelle Fischer**.

Quant à votre serviteur, s'envolant pour d'autres horizons, il « passe la plume » à **Jean-François Lauwens**, que vous pourrez découvrir dans ces pages.

Ce dernier éditto est donc l'occasion de **vous remercier pour toutes ces années passées avec vous et pour tous ces rêves et ces projets solidaires partagés en toute fraternité**.

F.L.



Pour que la Terre tourne plus **JUSTE!**

Haïti, où l'on fait de l'agroécologie sans le savoir

Un an après avoir lancé un appel à l'aide d'urgence pour soutenir le travail de reconstruction de l'île après le passage de l'ouragan Matthew, Entraide et Fraternité a pu reprendre son travail sur le long terme avec la souveraineté alimentaire comme objectif. Un programme qui passe parfois par la voix des ondes.

Si l'on devait établir un classement des pays les plus malchanceux de la planète, Haïti détiendrait malheureusement une place peu enviable dans le peloton de tête avec, rien que depuis 2010, une succession de tremblements de terre, d'ouragans (jusqu'à Irma cet automne), d'inondations, de sécheresses ou d'épidémies de choléra. Le début de l'année 2017 a vu l'élection d'un nouveau président en la personne de Jovenel Moïse, entrepreneur dont la régularité de la victoire a été contestée et dont les options budgétaires font l'objet de manifestations.

Surtout, situation particulière en regard de la stratégie en termes d'agriculture d'Entraide et Fraternité en Haïti, mais aussi de la Coordination Europe-Haïti dont Entraide et Fraternité est membre, Moïse, surnommé *Nonm Bannann Nan*, a fait fortune dans la culture et l'exportation de bananes. « *Son modèle est donc celui d'un agrobusiness à grande échelle autour de grandes plantations - parfois vides - alors que nous essayons de mettre en place un programme au contraire centré sur l'agroécologie, avec ce que cela suppose en termes de plaidoyer, d'information, d'activités génératrices de revenus* », explique, de retour de mission, Jean-François Dontaine, chargé de partenariat à Entraide et Fraternité pour Haïti.

Entraide et Fraternité travaille dans cette optique avec cinq associations partenaires réunies à son initiative durant 3 jours en novembre à Ennery : la PAPDA (Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif), ICKL (Institut culturel Karl Lévéque), SAKS (Société d'animation et communication sociale), TK (Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen) et SOFA (Solidarité Fanm Ayisyen).

Le président a lancé une « caravane du changement », fort critiquée. « *Nous devons défendre l'agriculture paysanne familiale qui est la base du système agricole en*

Haïti, ont récemment rappelé les partenaires de la Coordination Europe-Haïti en publiant leur Déclaration en faveur d'une agriculture paysanne. Nous prenons la parole pour critiquer l'action du gouvernement qui dit vouloir relancer l'agriculture du pays avec une 'caravane du changement' qui consomme beaucoup d'argent, sans que personne ne comprenne comment cette initiative puisse avoir des impacts positifs sur l'agriculture haïtienne qui se pratique tant dans les mornes (ndlr : reliefs) que dans les plaines. Bien que les paysans et paysannes haïtiens travaillent dans des conditions très difficiles, ils arrivent encore à produire presque la moitié de la quantité d'aliments nécessaires pour nourrir le pays et leur travail représente un quart du Produit intérieur brut (PIB). »

Malgré ce contexte particulier, Jean-François Dontaine dresse un bilan positif de l'avancée des projets. « **On pourrait, en effet, dire que l'agroécologie est une réalité, qu'elle est pratiquée par les petits paysans, tout simplement parce qu'ils n'ont pas le choix, n'ont quasiment pas d'accès à la terre ni aux crédits. On voit des communautés qui bougent, qui s'approprient les techniques et auprès desquelles on doit renforcer l'animation sur le terrain. Et faire en sorte que ces petits agriculteurs soient enfin reconnus par le gouvernement.** »

Quelques exemples de projets visités? Cette ferme-école de Saint-Michel-de l'Attalaye où des formations aux techniques de l'agroécologie sont dispensées à des femmes sur des parcelles de démonstration. Ici ou ailleurs, les coopératives ou les paysans travaillent, généralement à plus de 1000 m d'altitude, avec le moringa (aux vertus nutritionnelles importantes), le café, la goyave, le cacao, le manioc, le haricot, la tomate, la canne à sucre, la patate douce, la banane, le taro ou l'igname (deux tubercules). « *Il s'agit souvent, précise*

Les femmes sont les premières concernées par les formations à l'agroécologie.





Aller à l'école, la clé d'un meilleur avenir.



La boulangerie communautaire fait vivre toute la communauté.

Jean-François Dontaine, *de cultures associées*. Il est très frappant que les paysans eux-mêmes ne veulent plus de monocultures. Leur priorité est la consommation. Cette diversité leur permet de mieux se nourrir, puis de mieux vendre au marché afin de financer leurs dépenses scolaires ou de santé. Il faut remarquer aussi que, dans cette perspective, ils travaillent de manière solidaire, et donc plus rapide et plus efficace. »

À côté des radios communautaires parfois à l'arrêt en raison de la destruction des antennes par les ouragans (lire par ailleurs), il existe d'autres projets moins directement liés à la terre mais s'inscrivant dans la même démarche. C'est le cas d'une école communautaire qu'ICKL a ouverte avec les fonds d'Entraide et Fraternité : 66 élèves de maternelle et de primaire y suivent les cours, sous la houlette d'une conseillère pédagogique. C'est que les professeurs affichent un niveau inférieur à celui de leurs élèves ! Une formation diplômante est

donnée aux futurs professeurs mais, malheureusement, la plupart quittent ces régions reculées pour aller enseigner ailleurs.

À Marigot, dans le sud du pays, c'est une boulangerie communautaire qui, depuis près de deux ans, tire son épingle du jeu pour le bien de toute une communauté. Elle produit cinq sacs de farine par jour au minimum et, deux fois par semaine, dix sacs, à savoir plus de 1000 petits pains par sac, ensuite revendus sur les marchés (un pain coûte 5 gourdes ; 1 euro vaut 75 gourdes). En moins de deux ans, cette boulangerie qui s'appuie sur deux salariés et six indépendants a permis de financer des investissements techniques et les activités ou repas des écoles communautaires. Difficile de ne pas voir, là, le lien entre agriculture, souveraineté alimentaire et développement.

■ **Jean-François Lauwens**
Chargé de communication

« Nous ne voulons pas devenir dépendants »



Marie Victorin

Cabra, district de Sainte-Suzanne, commune du nord-est d'Haïti, est située à plus de 1000 mètres d'altitude. La route se dégrade au fil de la montée, il faut compter 30 minutes de marche, de traversée de rivières et d'escalade pour atteindre Cabra. Nous y avons fait le déplacement avec Rosnel Jean-Baptiste de la direction nationale de Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen (TK). Là-haut, vivent deux familles, dix adultes et trois enfants qui vont à l'école à Sainte-Suzanne. Marie Victorin fait partie de ce petit groupe de personnes qui travaillent en commun.

Juste Terre ! : Pourquoi travailler en commun ?

Marie Victorin : Notre principale activité est l'agriculture. Nous travaillons en commun (kombit) car on travaille plus vite ensemble, c'est moins coûteux pour réaliser un jardin (parcelle), on économise de l'énergie, et on peut ainsi faire plus de jardins. Nous avons ici des parcelles individuelles et nous sommes six femmes à travailler sur la parcelle des femmes.



Les cabris au cœur du programme Pasé Kado.

Juste Terre ! : Vos jardins sont assez riches en termes de diversité...

Oui, nous sommes loin de Sainte-Suzanne et de la route qui redescend vers la côte. Nous produisons ici la majorité de ce que nous consommons : haricot, riz, igname, tomate, banane, pois noir, canne à sucre, patate douce... Nous achetons très peu au marché, seulement les choux et les carottes. **Notre production nous permet d'abord de nous alimenter, les surplus sont commercialisés et permettent de payer les frais d'école, de santé, les assurances ou encore la construction de petites infrastructures.** Comme nous travaillons en kombit, la production ou les revenus de la production sont partagés entre tous.

Juste Terre ! : Votre production est agroécologique ?

Oui, ici, nous n'avons pas accès au crédit et encore moins aux engrais, semences ou plants. Nous cultivons avec la nature, en associant les cultures qui se marient bien, nous avons de bons résultats.

Juste Terre ! : Et si, demain, on vous proposait de faire de la monoculture, vous seriez tentés ?

Non, pas du tout, nous sommes heureux comme cela, nous produisons ce dont nous avons besoin, nous ne voulons pas devenir dépendants.

Juste Terre ! : Vous recevez des appuis de Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen (TK) ?

Oui, nous sommes tous membres de TK, nous avons reçu plusieurs formations : en plaidoyer, sur le genre, en élevage, en kombit mais aussi en mutuelle de solidarité. Avec TK, nous avons eu aussi des programmes de *Pasé Kado* (ndlr : expérience de gardiennage d'animaux dans laquelle une femme se voit confier une bête, vache, chèvre..., pour un temps déterminé) avec des cabris. Mais, lors du dernier cyclone Irma, nous avons perdu plusieurs animaux dont une partie des cabris, nous aurons du retard pour le processus de remboursement.

Propos recueillis par

■ Jean-François Dontaine

Les radios communautaires, médiatrices sociales des petits paysans



Ary Régis, la radio au service des paysans.

Ary Régis est le directeur général de Saks (Société d'animation et communication sociale - Sosyete Animasyon ak Kominikasyon Sosyal en créole), un des partenaires haïtiens d'Entraide et Fraternité. Depuis deux ans à la tête de ce réseau de radios communautaires qui couvre une bonne partie du pays, Ary Régis, récemment de passage à Bruxelles, nous a expliqué la stratégie et les ambitions que son réseau entend déployer grâce à Entraide et Fraternité.

Juste Terre ! : Dans quelles circonstances est née la Saks ?

Ary Régis : Notre groupement vient de fêter ses 25 ans. Il a été créé fin 1992 à l'époque où un coup d'État militaire avait renversé Jean-Bertrand Aristide, qui avait remporté les premières élections démocratiques après la chute de Jean-Claude Duvalier (ndlr : en 1986). À ce moment, clairement, dans un contexte de censure, l'objectif était de mener une résistance politique, d'amener une expression populaire dans les médias.

La radio la plus écoutée du pays, une radio catholique, avait été fermée par l'Église sur pression du gouvernement et laissait un grand vide car elle faisait un travail d'éducation citoyenne. Quelques radios communautaires avaient été créées par des organisations paysannes à partir de 1990. La Saks est née de la volonté d'accompagner les organisations paysannes dans la création de leur propre radio, dans l'apport d'une communication, de l'évaluation de leurs besoins, de leurs ressources. Puis, s'est développée l'idée d'un réseau. **Au départ, l'idée de réunir ces radios en réseau visait surtout à l'interconnexion, à l'échange de programmes. Mais, depuis deux ans, on a dépassé ce stade pour aller vers une véritable intégration en termes de structure et de travail en commun.** Auparavant, la Saks avait des relations individuelles avec chaque radio mais les différentes stations ne se rencontraient que rarement, elles ne travaillaient pas ensemble. Cela les rendait plus vulnérables. Nous fournissons aussi des programmes car toutes les radios n'ont pas la capacité de remplir leur grille même si la plupart n'émettent que quelques heures en fin de journée, moment où les animateurs bénévoles sont disponibles. Dans l'idéal, nous aimerions que les radios puissent salarier une personne pour être présente toute la journée, et ouvrir des tranches horaires le matin, ce que certaines font déjà.

Juste Terre! : Que représente le réseau en termes de stations et d'auditeurs ?

Nous avons 43 radios réparties partout dans le pays. On estime qu'elles touchent entre 1,2 et 1,5 million d'habitants sur les 11 millions que compte Haïti. Mais nous n'avons évidemment pas la moindre mesure d'audience. **Nous travaillons avec des radios de deux types : nos**

radios partenaires, qui s'intègrent au réseau et qui en acceptent les exigences, ce sont des radios détenues par des organisations paysannes, qui ont une gestion participative et démocratique et proposent une programmation sociale répondant au besoin de leur communauté ; à côté, nous avons des radios collaboratives, qui appartiennent à des institutions, politiques, religieuses ou syndicales, parfois à des particuliers, et qui répondent à des besoins importants dans des zones où nous n'avons pas de partenaires.

Juste Terre! : Où en êtes-vous dans le processus d'intégration de ce réseau ?

Nous en sommes au stade de la construction de ce réseau, selon trois blocs géographiques (Grand-Nord, Grand-Centre, Grand-Sud) qui disposent chacun d'un animateur, à côté de nos réseaux de journalistes communautaires, de formateurs et de techniciens. À ce stade, 15 des 43 radios (5 par bloc) sont intégrées dans la structure du réseau. L'idée est que, chaque année, 7 ou 8 radios reçoivent une formation à l'issue de laquelle elles intègrent le réseau. On fait avec elles un diagnostic communautaire pour établir une programmation spécifique s'intégrant dans un format commun. Il s'agit d'étudier les problèmes de la communauté, le profil des auditeurs potentiels : on ne fera pas les mêmes programmes à destination d'un public de pêcheurs en bord de mer ou de paysans en montagne.

Juste Terre! : Quelle est l'importance sociale de ces radios ?

Énorme, car les gens n'ont pas l'électricité et donc pas la télé, tandis qu'ils peuvent écouter la radio sur leur télé-

Les radios communautaires atteignent les populations délaissées et éloignées.



phone. Les auditeurs sont des paysans démunis face aux problèmes économiques, juridiques (la question de la terre), aux changements climatiques. Nos émissions répondent donc à leurs questions. C'est tellement vrai qu'il est fréquent que des paysans s'adressent aux radios plutôt qu'à la police ou à la justice pour régler des différends. Ces radios sont des médiatrices sociales. D'ailleurs, nous avons mis en place un système assez particulier de groupes d'écoute : les gens se réunissent pour écouter des émissions, les critiquer, dire si elles correspondent à leurs préoccupations, voir comment les améliorer.

Juste Terre! : Entre le tremblement de terre de 2010, les inondations, les cyclones (Matthew, Irma...), Haïti n'est pas épargné par les catastrophes naturelles...

Nous avons un contrat-service avec la Protection civile dont nous relayons les alertes et les informations, les conseils de prévention, les lieux où s'abriter, etc. C'est une des raisons pour lesquelles nous ambitionnons à terme d'obtenir des subventions de l'État et pour lesquelles nous luttons pour la reconnais-

sance de nos radios communautaires. Elles ne sont pas illégales mais n'ont pas d'existence légale non plus, ce qui les rend vulnérables. Elles sont toujours à la merci d'une fermeture car il existe une tendance à l'intimidation des journalistes un peu trop critiques avec le gouvernement, notamment au travers d'une loi sur la diffamation. Nous nous battons pour que la reconnaissance des radios communautaires soit ajoutée à la loi sur les télécoms.

Des radios pas comme les autres

Les radios communautaires, telles qu'on les trouve à Haïti mais aussi partout dans les pays du sud, n'ont rien à voir avec « notre » paysage radiophonique, essentiellement de type commercial. Selon la définition qu'en fait l'Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires (AMARC), cette réalité peut se décliner sous les appellations « *radio communautaire, radio rurale, radio coopérative, radio participative, radio libre, alternative, populaire, éducative* ». Elles appartiennent généralement à des associations, des syndicats, des églises, des universités, des coopératives. Les premières expériences ont eu lieu à la fin des années '40 en Bolivie (une radio de mineurs) et en Colombie (une radio catholique) avec pour objectif de toucher des populations délaissées et éloignées et de leur donner des informations pratiques ou essentielles à leur quotidien. À partir de là, ces radios vont se multiplier sur tout le continent sud-américain avec comme idée de s'adresser à un public actif et de proposer des programmes qui contribuent au bien-être de la communauté.

Juste Terre! : Quelle est la nature de l'apport d'Entraide et Fraternité à votre organisation ?

En 2016, suite à l'ouragan Matthew qui a notamment dévasté le pays, Entraide et Fraternité a débloqué une aide d'urgence pour remplacer à très court terme toutes les antennes qui avaient été endommagées ou renversées. Avec son appui, nous posons des panneaux solaires pour permettre aux radios de fonctionner sans électricité et nous produisons des émissions et assumons de la formation (nous avons d'ailleurs le projet de créer un centre de formation).

Propos recueillis par

■ Jean-François Dontaine

Des programmes radio essentiels au quotidien des paysans.





Philippe Gabriel, José Vandeput, Henri Maillard et Jacques Delcourt autour de l'Abbé Floribert, au Burundi.

Des éblouissements au milieu du chaos

La campagne du Carême de partage d'Entraide et Fraternité portera sur l'agroécologie au féminin dans deux pays d'Afrique centrale, le Burundi et la RD Congo. Cet été, cinq bénévoles d'Entraide et Fraternité ont été visiter un grand nombre de projets. Ils en rapportent l'image de pays fracassés certes mais où les partenaires locaux et leurs bénéficiaires ont résolument pris le parti de voler de leurs propres ailes grâce à un programme mêlant solutions pratiques et nouvel équilibre entre les sexes.

Au mois de juillet dernier, ils sont partis à cinq bénévoles d'Entraide et Fraternité durant trois semaines au Burundi, au Rwanda et dans le Sud Kivu (RD Congo). Durant trois semaines, ils ont découvert le chaos d'une RDC sans État, les contradictions de régimes voisins en grands progrès malgré une même difficulté à envisager l'alternance démocratique. Mais, surtout, dans ce contexte complexe, ils ont découvert des partenaires qui, chacun à leur échelle, font « leur part » dans la perspective d'un accès à la souveraineté alimentaire. Comme le résumait fort joliment Jacques Delcourt (*Juste Terre!* n°141 - septembre 2017), « le sentiment de malaise devant tant de pagaille, de misère est un coup de poing violent dans la tête, dans le ventre. **Mais dans un deuxième temps, une lumière brille dans les ténèbres, les associations qu'Entraide et Fraternité soutient font littéralement des miracles.** »

Le riz pour suppléer le manioc

Ses quatre compagnons de voyage partagent cette vision d'une lumière d'espérance dans un chaos indescriptible au bout d'un voyage sans routes ni eau ni électricité, ce qui en est encore la partie la plus anecdotique des choses. José Vandeput, prêtre-auxiliaire à La Louvière, connaissait le Burundi depuis longtemps puisque dans les années 1969-1970, il y a enseigné au collège Notre-Dame de Gitega (centre du pays) créé par l'évêque de Tournai. C'était juste avant le - peu connu - génocide des Hutus par la majorité tutsie (300 000 morts en 1972) qui a causé la mort de sept élèves et trois enseignants de l'école. « C'était difficile pour nous dès lors de retourner sur place à l'époque maïs, durant toutes ces années, nous

avons continué à soutenir cette école et j'ai tenu à lui rendre visite à titre personnel lors de ce voyage. »

Même si l'on peut avoir cette impression que tout va mal dans ces pays, spécialement en RDC où le constat est clairement celui de la faillite complète de l'État, José Vandeput n'hésite pas à parler d'« éblouissement » quand il évoque le travail des associations partenaires d'Entraide et Fraternité : « Bien sûr, on pourrait se focaliser sur ce qui ne va pas, sur le fait que la RD Congo, le Burundi et le Rwanda partagent cette situation d'avoir des présidents qui refusent l'alternance démocratique et où, spécialement dans le cas congolais, plus rien ne fonctionne et où l'armée n'est pas payée et établit des barrages routiers pour faire du racket. **Ce qui m'a frappé de manière globale par rapport à ces associations, c'est la qualité de leur organisation et le rôle énorme qu'y prennent les femmes.** Ces associations démarrent littéralement au ras du sol, c'est-à-dire en développant l'agriculture dans le sens d'une agroécologie, et cela avec des moyens tout simples, des bêches et des houes comme on en rencontre dans toutes les fermes du monde. Elles travaillent sur des 'casiers', le nom donné à des petites parcelles de 25 m², creusent des rizières, rien de très coûteux ni de très complexe. **Au-delà de la technique, c'est l'approche personnelle qui est remarquable : dès que cinq personnes sont formées à ces techniques, elles les expliquent à leur tour à leurs voisins, c'est extraordinaire.** »

Philippe Gabriel, retraité des ressources humaines, a également été professeur en Afrique centrale (au Zaïre, lui). Aujourd'hui, il découvre des pays où l'alimentation de base est en pleine évolution. « Un problème commun aux trois pays est la maladie dont est victime le manioc,



Travaux communautaires aux champs, irrigation, création de coopératives... : les chantiers ne manquent pas.



José Nzazi (à gauche sur la photo):
« Une véritable chaîne de solidarité »

aliment capital qui, de ce fait, est petit à petit remplacé par la culture du riz. Les habitudes alimentaires sont en train de changer. Une des grandes priorités des associations sur le terrain est de créer des micro-barrages, de creuser des fossés pour acheminer l'eau et de creuser des rizières. Grâce au riz et aux techniques originaires de Madagascar, désormais on récolte 700 kg de riz là où, avant, on devait se contenter de 200 kg. »

Une autre pratique de plus en plus développée concerne l'élevage (elle est tellement efficace que le Rwanda l'applique désormais de manière officielle). Écoutons José Vandeput et Philippe Gabriel nous la décrire : « **Les associations distribuent une bête - cochon, vache, chèvre - à des familles qui vont ensuite redistribuer les deux premiers petits à d'autres familles, elles peuvent garder les suivants.** Elles sont aidées par des vétérinaires et des agronomes, qui leur expliquent comment procéder. L'intérêt n'est pas tant la viande que l'animal donnera ni même le lait mais prioritairement la fumure organique, l'engrais naturel qui permet de conserver les semences dans des banques (des hangars protégés des pillages par des agents de sécurité payés par les coopératives) pour l'année suivante, ce qui, à terme, améliore le sol et encourage la gestion des déchets. Bref, c'est tout bénéfique : les paysans deviennent autonomes, protègent le sol et s'affranchissent de Monsanto. »

Les hommes aux champs aussi...

Nombre de ces coopératives, par exemple autour de l'APEF (Association de promotion de l'entrepreneuriat féminin, au Sud Kivu), se mettent en place autour des femmes. La question du genre occupe effectivement désormais une position centrale dans les transitions sociétales qui se mettent en place dans cette région. « Quand j'étais là-bas au tournant des années '60 et '70, il ne m'est jamais arrivé de voir les hommes travailler dans les champs, dit José Vandeput, c'était culturellement inimaginable : il était inscrit dans la culture que l'homme gérait le ménage et que la femme travaillait. **Or, désormais, nous voyons des hommes dans les champs, il y a donc une véritable évolution culturelle grâce à la formation. Le rôle des associations est donc visible dans les faits et cela est très stimulant.** Je pense, par exemple, au Comité pour l'autopromotion de base, qui luttait contre la malnutrition des enfants, au début en les soignant, à présent en améliorant l'alimentation. C'est à la gloire d'Entraide et Fraternité et d'autres associations de s'attaquer aux causes plutôt qu'aux symptômes. C'est la preuve qu'on peut faire évoluer les choses par une multitude de petites initiatives. Et, de la création d'un champagne aux ananas à l'amélioration des foyers pour faire bouillir l'eau et la rendre potable en passant par la création d'écoles de maçonnerie ou de menuiserie, les idées fleurissent partout. Dont on voit le résultat direct sur le terrain. **Alors, on se dit que ce que l'on fait ici et en Belgique vaut la peine ! »**

Agroécologie, irrigation, élevage, épargne-crédit, création de coopératives, place des femmes : les chantiers ne manquent pas et sont à échelle communautaire, comme en atteste la terminologie (micro-crédits, micro-barrages, mini-ateliers...). Comme le dit Philippe Gabriel, « il est scandaleux d'imaginer que l'on doute du bien-fondé d'aider ces gens, mais il faut le faire de manière durable. Il ne faut pas des solutions hyper sophistiquées mais répondre à des besoins primaires, pas besoin de tracteurs quand il n'y a pas de mazout ! »

« Chaîne de solidarité »

Pour José Nzazi, curé (originaire de Kinshasa) des paroisses de Neder-Over-Heembeek (Bruxelles), le plus frappant concerne le volet formation : « L'idée est vraiment que les gens puissent voler de leurs propres ailes et identifier d'abord eux-mêmes leurs problèmes. Ce n'est pas Entraide et Fraternité qui dispense les formations, mais qui finance celles données par des acteurs locaux. Cela change absolument tout : **on n'est pas dans la vision paternaliste du développement.** Ces associations font le travail d'un État défaillant et ceux qui travaillent pour elles ne comptent pas leurs heures car c'est une question de vie ou de mort. Dans ces pays, on voit beaucoup de panneaux attestant du soutien de telle ou telle ONG mais aucun résultat sur le terrain car l'argent s'est perdu. Entraide et Fraternité fait exactement le contraire : pas de publicité mais un travail impressionnant sur des thèmes et des communautés ciblées. »

Expert en mobilité et historien de formation, Henry Maillard conclut par une analyse : « J'essaie de toujours me placer dans une perspective opérationnelle et de

répondre à la question : est-ce que ce que les partenaires locaux apportent est pertinent et approprié dans le contexte ? Je pense pouvoir répondre par l'affirmative : les partenaires d'Entraide et Fraternité ne sont pas du tout dans la charité, mais dans des projets qui agissent pour faire changer les structures et faire inverser les courbes. **Il ne faut pas confondre charité et équité. Ce qu'ils font permet aux populations de trouver leur autonomie et, à terme, espérons-le, la paix et l'ordre public. C'est un droit de pouvoir vivre chez soi sans envisager de migrer, y vivre dans des conditions décentes, dans la sécurité, a fortiori quand les richesses naturelles sont là.** Des sujets comme le genre, les changements climatiques, le micro-crédit, la démocratie sont importants mais ils sont induits ; la base du problème, c'est d'assurer une qualité de vie et un ordre public de base aux gens. » C'est ce qu'à leur échelle, font, sur le terrain, les partenaires. Et José Nzazi de conclure : « C'est une goutte dans l'océan mais qui fait tache d'huile : là-bas, on appelle cela une chaîne de solidarité. »

■ Jean-François Lauwens

« De quoi elles se mêlent ? »

À télécharger sur www.entraide.be

À commander à commande@entraide.be
ou par téléphone au 02 227 66 80.

La question du genre est centrale dans la réalité du monde paysan, notamment dans les pays de la région des Grands Lacs. Le monde paysan est le lieu de très nombreuses discriminations faites aux femmes : dans ces régions d'Afrique centrale, les femmes n'ont très souvent qu'un accès réduit aux biens (exclusion de la gestion du ménage ou de l'accès à l'héritage) et, par contre, effectuent la partie la plus importante du travail aux champs. Cette précarité féminine se matérialise non seulement au travers de l'accès aux biens mais aussi de la participation politique et de l'éducation. Comme le résume une femme de Bukavu, « on peut hériter des maisons, des champs, des comptes en banque mais on ne peut pas hériter d'un diplôme, la première richesse, c'est les études. »

Les associations partenaires opérant sur le terrain déploient plusieurs stratégies afin d'améliorer la place des femmes dans

la société : l'organisation des femmes en associations, en organisations paysannes ou en coopératives ; les formations pratiques qui permettent aux femmes de créer des activités génératrices de revenus ; des rencontres mixtes permettant d'intégrer les hommes à chaque étape de la sensibilisation ; la formation de la femme à une « éducation civique », en tant que citoyenne.

Pour aller plus loin sur cette thématique, Entraide et Fraternité vient de publier son étude annuelle sous le titre *Agriculture : de quoi elles se mêlent ? Enjeux des mouvements de femmes rurales et agricultrices au nord et au sud*. Et organise le 22 mars un colloque à l'Aula Magna de Louvain-la-Neuve sur le thème *Mouvements des femmes rurales et agricultrices au nord et au sud : quels enjeux ?*, avec la participation de fédérations paysannes du nord (Belgique, France, Italie) et du sud (Burundi, RD Congo, Philippines, Bolivie).



Axelle Fischer : « Je me suis construite grâce à Entraide et Fraternité »

Le 19 février prochain, Axelle Fischer prendra ses fonctions de secrétaire générale d'Entraide et Fraternité-Vivre Ensemble. Aujourd'hui secrétaire générale de la Commission Justice et Paix depuis 2008, Axelle Fischer n'est pas une inconnue pour les membres de nos associations, loin de là, elle siègeait d'ailleurs au Conseil d'administration au titre d'observatrice.



Axelle Fischer

Juste Terre! : Pour vous, *Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble, c'est un retour aux sources ?*

Axelle Fischer : C'est effectivement là que tout a commencé pour moi. Dans mon cheminement, je crois qu'il était temps, après 17 ans à Justice et Paix, de voir autre chose et je suis évidemment ravie que ce soit à Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble, qui sont des associations que j'aime

et que je connais. J'y ai fait des remplacements dans plusieurs départements en 2000-2001. En réalité, au terme de mes études de journalisme à l'IHECS, j'ai souhaité faire mon stage au sein d'une ONG plutôt que dans une rédaction car je souhaitais profiter de ce stage pour voir si une journaliste pouvait être utile dans le

monde associatif. C'est grâce à Entraide et Fraternité que je suis entrée dans ce milieu dans lequel je souhaitais travailler et que j'ai pu développer ma passion pour l'Amérique latine. Je connaissais Entraide et Fraternité et j'ai pu accompagner toute la campagne dédiée au Chiapas (Mexique), ce qui m'intéressait d'autant plus que je suis à moitié mexicaine et que j'ai grandi dans ce pays qui est un peu le mien. Puis, j'ai fait mon mémoire en retournant au Chiapas rencontrer les mouvements agricoles que j'avais connus grâce à Entraide et Fraternité. On était alors en plein mouvement zapatiste et aller au Chiapas n'était pas une promenade de santé. Comme quoi, c'est une longue histoire entre cette association et moi. Je me suis littéralement construite grâce à Entraide et Fraternité sur plein de plans. La chance m'a souri puisque je suis finalement restée en contact avec l'association et j'ai commencé à y travailler par le biais d'intérim. Après un contrat à l'UCL, je suis entrée à Justice et Paix quelques mois plus tard en travaillant notamment sur l'Amérique latine à nouveau (Mexique, Guatemala, Pérou). Là aussi, sur le terrain, j'étais en contact avec les partenaires d'Entraide et Fraternité.

Axelle Fischer : « Tout est lié : ce que nous faisons ici a des conséquences au Burundi et au Congo. »



Juste Terre! : Il y a une proximité historique entre les deux associations...

Oui, car elles ont la même origine, l'après-Vatican II, les liens nord-sud. Pour moi, il y a une espèce de partage des tâches - et donc de complémentarité : Entraide et Fraternité a une capacité de mobilisation importante notamment grâce à sa campagne de Carême tandis que Justice et Paix est spécialisée dans la recherche et le plaidoyer politique. Nous avons d'ailleurs eu des campagnes communes avec de belles collaborations. Justice et Paix est plus petit mais légitime et avec une plus-value. J'ai découvert aussi que je me passionnais pour tout l'aspect d'éducation permanente que je ne connaissais pas bien et qu'Entraide et Fraternité développe de manière extraordinaire. Passer d'une association à l'autre est une occasion de continuer à travailler dans un réseau que j'aime, les ONG, l'éducation permanente, le public paroissial, les bénévoles...

Juste Terre! : Qu'aimeriez-vous apporter à Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble ?

J'ai envie de plein de choses. D'abord, d'utiliser la capacité que j'ai d'être à l'écoute des réalités, à commencer par redécouvrir ce que sont ces associations, je n'arrive pas en terrain conquis, en ayant une vision préconçue des choses. **Ces associations ont fortement évolué depuis que je les ai quittées. Elles ont, par exemple, beaucoup à apprendre aux autres acteurs du secteur en termes d'éducation permanente car leur dynamique avec les partenaires locaux qui viennent rencontrer le public en Belgique est extraordinaire.** L'éducation permanente, ce n'est pas juste les problèmes des

Belges, ici, c'est le lien entre les gens, ce qui fait qu'on est ici, d'une certaine façon, responsable de la façon dont sont exploitées les ressources naturelles au Congo. Parler ici de ce qui se passe là-bas me paraît très important. À côté de cet aspect, il y a l'enjeu politique : je viens d'une association où la place du plaidoyer est centrale et j'ai la conviction qu'Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble ont plein de choses à partager en termes de lecture politique des événements actuels, que la prise de recul nous permet de nous poser les bonnes questions. Quand on est sur le terrain, on voit les implications et les liens entre les combats : entre le *buen vivir* en Amérique latine et le « consommer local » en Belgique, on est dans une même logique. Oser parler aux citoyens de la complexité des choses, comme le font Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble, est une lecture politique comme l'est le fait de rencontrer les parlementaires européens.

Juste Terre! : Le travail de Justice et Paix concerne essentiellement les pays du sud. Avec la présence de Vivre Ensemble aux côtés d'Entraide et Fraternité, la dimension belge est également présente. Cela vous manquait-il ?

Oui. Car, quand on fait de l'éducation permanente, on doit pouvoir faire le lien avec le citoyen d'ici et pouvoir répondre à la question « Pourquoi vous occupez-vous de ce qui se passe là-bas et pas de ce qui se passe ici ? » **Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble présentent donc l'avantage d'avoir une réponse globale : on ne travaille pas pour les uns ou pour les autres mais, in fine, ce sont les mêmes combats.** Il ne faut, bien sûr, pas tout mélanger mais les logiques dans lesquelles nous nous trouvons aboutissent aux mêmes résultats. Par exemple, je trouve formidable que les publics paroissiaux, par exemple, puissent entendre parler des questions de genre, puis de la pauvreté en Belgique, puis écouter un évêque burundais. D'un coup, cela permet de comprendre le fonctionnement du monde, de chercher le pourquoi, de donner les moyens d'agir, certes donner de l'argent mais aussi vivre en citoyen en s'engageant comme volontaire. C'est un processus complet : entendre les témoignages, se poser les bonnes questions, agir.

Juste Terre! : Que répondre à ces gens qui disent que c'est la crise, qu'il y a un repli identitaire et qu'il faudrait d'abord s'occuper de la misère en Belgique ?

Déjà, je ne suis pas convaincue qu'on est à ce point dans un repli sur soi. Il y a des gens qui ont envie d'aider et n'ont pas les moyens mais qui le font autrement, gratuitement. Pour moi, il ne faut pas choisir entre ce qui se passe ici et ce qui se passe là-bas, mais faire les deux de front et être à la fois dans l'aide individuelle ou collective, au nord ou au sud.

Juste Terre! : Et à ceux qui disent que les associations se substituent aux pouvoirs publics ?

Il y a plusieurs tempos, je suis une idéaliste pragmatique : si, aujourd'hui au Congo, nous n'encourageons pas les gens à se mettre en coopératives, ils ne le feront





Axelle Fischer : « Il faut répondre aux demandes en tenant compte du contexte. »

pas, c'est aussi simple que cela. Ce n'est pas la priorité des gouvernants. En le faisant, on construit une force politique alternative, on crée un contre-pouvoir, mais notre rôle est d'interpeller la coopération belge sur sa vision de ces pays. Si on n'appuie pas ces associations qui aident les plus démunis ici aussi, qui va le faire ?

Juste Terre! : L'Afrique centrale est au cœur de la campagne de Carême. Votre regard ?

Les situations sont très complexes. Entraide et Fraternité travaille sur les questions de développement, l'agriculture par exemple ici. On ne peut pas déconnecter la question du développement en Afrique centrale de celle des conflits. Le Burundi, comme la RD Congo ou le Rwanda, sont sous le joug de présidents qui ne veulent pas d'alternance démocratique et pratiquent les coups de force. Dans l'est du Congo, c'est dangereux pour les femmes d'aller cultiver parce qu'elles risquent de se faire violer trois fois sur le chemin et doivent se tourner vers de nouveaux moyens de subsistance. **La question est donc de travailler les enjeux et de répondre aux demandes de nos partenaires locaux tout en tenant compte du contexte. C'est pourquoi nous travaillons avec le prisme des droits. C'est donc une vision politique : comment répondre aux besoins vitaux des gens tout en prenant le contexte en considération ? On ne travaille pas de la même façon en Afrique et en**

Amérique centrale. Les femmes et les jeunes sont les priorités d'Entraide et Fraternité car ce sont des éléments centraux de l'économie informelle.

Juste Terre! : Le conseil pontifical Justice et Paix a, dit-on, fortement inspiré l'encyclique Laudato Si' du pape François. D'une certaine façon, l'action d'Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble n'en était pas très éloignée...

Ce qui est intéressant dans cette encyclique, c'est que le pape y explique point par point le rôle de chacun, les entreprises, la société civile, les citoyens, il montre que l'Église ne fonctionne pas toute seule, qu'il y a un besoin de concertation et c'est vrai que nous faisons cela depuis toujours. Ce qui est très important, c'est que, même dans les milieux pluralistes, *Laudato Si'* fait référence car c'est un texte politique et diplomatique, il cible les gros consommateurs de CO₂, critique les pays qui ne respectent pas les normes. Et cela rejaillit positivement sur la place et l'image que des organisations catholiques peuvent avoir dans la société au-delà de leur public habituel. Entraide et Fraternité et Vivre Ensemble n'ont pas attendu cette encyclique mais le reste de la société civile constate désormais qu'il peut exister un texte de référence venu du monde catholique.

Propos recueillis par

■ **Jean-François Lauwens**

Juste Terre! Publication commune Entraide et Fraternité asbl et Vivre Ensemble Education asbl

Siège rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 | entraide@entraide.be | www.entraide.be | www.vivre-ensemble.be

Conception - coordination V. Martin, C. Houssiau | Éd. responsable A. Simonazzi | Maquette et Impression Snel | Photos Entraide et Fraternité (sauf mention contraire)

Attestation fiscale pour tout don à partir de 40 €/an. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de
**LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT** **.be**

Cette publication est réalisée avec le soutien de la DGD, ce qui nous permet de consacrer vos dons au soutien direct de nos partenaires dans le Sud.

Entraide et Fraternité - IBAN BE68 0000 0000 3434 - Merci